

APRÈS OUYAHIA, BELKHADEM MIS SUR LA TOUCHE

Un 4^e mandat peu probable

Par Maâmar Farah

L'éviction de Belkhadem peut apparaître à certains comme le beau résultat d'une révolution démocratique ayant, à l'instar d'une baguette magique, subitement transformé le vieux parti en mouvement obéissant aux règles des élections libres et privilégiant l'avis de la majorité ! Certains observateurs se laissent aller à ces analyses en nous rappelant que ce subtil regain de démocratie pourrait s'élargir à la vie politique nationale et qu'il est le prélude à un fonctionnement normal des institutions républicaines.

D'autres, n'ayant rien à se mettre sous la dent depuis l'annonce spectaculaire des réformes de Bouteflika, nous diront que cette mini-révolution au sein du FLN est justement le résultat de ces réformes ! Il n'en est absolument rien. Comme pour le RND, l'élimination de cette autre grosse peinture de l'Alliance présidentielle montre, à l'évidence, que le plan pour la succession entre dans une phase active et qu'il s'inscrit en droite ligne dans l'après-2014.

Posons-nous des questions toutes simples : pourquoi ces changements maintenant, si le président Bouteflika va être reconduit pour un quatrième mandat ? Pourquoi sacrifier deux pièces maîtresses dans la stratégie de soutien à un autre mandat ? Pourquoi se priver du poids politique de ces personnalités (Ouyahia et Belkhadem) qui ont montré leur capacité à mobi-

liser leurs partis à chaque présidentielle ? Pourquoi déstabiliser deux mouvements politiques assurant la meilleure propagande au profit de Bouteflika ?

Toutes ces questions nous mènent à une évidence : Bouteflika ne postulera pas à un quatrième mandat et, comme la lutte va être ouverte, la décision autour d'un successeur n'est pas encore prise ou ne fait pas l'unanimité. Ceci étant, et dans la même logique, on peut comprendre que ni Ouyahia, ni Belkhadem ne seront les candidats du système. En les privant du soutien des deux principales machines électorales que sont le FLN et le RND, on rend les ambitions de ces anciens leaders limitées.

Donc, si ce n'est ni Bouteflika, ni Ouyahia, ni Belkhadem, qui serait alors le prochain candidat du consensus ?

Visiblement, il n'y a pas encore d'accord définitif sur son nom comme il n'y a pas encore de décision autour de la manière de l'amener à la magistrature suprême. Créer un poste de vice-président dans la prochaine Constitution ? Prolonger le mandat de Bouteflika de deux années ? Aller directement au vote de 2014 ? Les questions sont nombreuses sur la méthode qui sera choisie pour injecter cette personnalité dans les hautes sphères de la galaxie Algérie ; mais avant cela, ne faut-il pas déjà se mettre d'accord sur le nom de cet auguste successeur ?

Il ne sortira ni du FLN, ni du RND. Privés de leurs leaders,



Photo : New Press

ces partis vont être confiés à des directions provisoires en attendant leurs congrès. Il n'y a pas de noms qui émergent pour le moment. Les successeurs de MM. Ouyahia et Belkhadem vont être cantonnés dans des tâches techniques et ils n'auront ni l'aura, ni la confiance totale des décideurs, pour prétendre à une destinée nationale.

Bouteflika est en fin de parcours. Des informations confidentielles font état de la pression d'importants membres de sa famille pour qu'il ne se représente pas à un nouveau mandat. Leurs arguments : il a assez donné à son pays, il est malade et il est temps qu'il se repose. Notre source indique que les tenants de ce choix expliquent comme suit leurs motivations : «Il vaut mieux, pour lui, quitter le pouvoir en laissant une bonne

image que de subir le sort des autres présidents arabes. Malgré tout, il a pu éviter le chaos à l'Algérie qui n'a pas sombré comme tant de républiques de la région.

Cette stabilité attire d'ailleurs la sympathie et le soutien de l'Occident comme on le voit quotidiennement. Mais, il ne semble pas qu'il y ait unanimité autour de la manière de quitter la scène. Aller sur deux ans encore en changeant la Constitution (septennat au lieu du quinquennat) ou sortir après le troisième mandat ?

En attendant d'en savoir plus, les choses s'accroissent. Alors que les partis de la majorité sont occupés à faire le ménage à l'intérieur, les appareils parapolitiques sont réveillés et ce sont les zaouïas qui partent les premières. D'Adrar, capitale de la

principale confrérie et zone d'influence stratégique, au point le plus septentrional de la côte oranaise, toutes les communautés sont en alerte. Depuis quelques semaines, ce ne sont que réunion sur réunion. Objectif : désigner un successeur à Bouteflika. Quelqu'un de crédible, pas forcément de la même ligne politique, mais qui aura pour principale mission de protéger les intérêts du clan. Plus tard, les partis décapités entreront dans la danse comme faire-valoir. Leur rôle sera de «chauffer le bendir» quand la décision sera prise autour du nom du successeur. Et là, nous revenons à l'éviction de MM. Ouyahia et Belkhadem ; ils ne s'étaient engagés que POUR Bouteflika, et rien que lui. Ils lui ont juré fidélité et loyauté mais rien ne nous dit qu'ils auraient avalisé sans broncher le choix d'un autre nom. Voilà aussi pourquoi on les a éliminés.

Par ailleurs, il existe d'autres forces décisionnelles parallèlement au poids des zaouïas et qui ont leur idée sur le nom de ce successeur. Il y aura nécessairement deux candidats du consensus. Ils ne viendront pas des partis de l'Alliance mais l'un d'eux sera soutenu par eux au moment opportun. Tout l'enjeu actuel est de composer des appareils partisans qui soutiendront ce candidat le jour «J». Ce duel des seconds couteaux à l'intérieur des partis prélude d'après luttas au sommet pour désigner le prochain président de la République.

M. F.

APRÈS KHELIL, ZERHOUNI, TEMMAR ET OUYAHIA, AU TOUR DE BELKHADEM

Le cercle présidentiel vidé de sa substance

En quittant le FLN, Abdelaziz Belkhadem rejoint un cercle qui s'est élargi au fil des années : celui des hommes déchus qui auront longtemps été très proches du président de la République. Le secrétaire général du FLN ralonge ainsi une liste sur laquelle figuraient déjà Khelil, Temmar, Zerhouni et Benachenhou.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le cercle présidentiel se dégarmit un peu plus. Belkhadem, un fidèle parmi les fidèles, fait les frais d'un rapport de force qui ne lui aura pas été favorable. Sa destitution de la tête du FLN l'éloigne du club très fermé des hommes du président. Son soutien indéfectible à Bouteflika ne lui aura pas épargné une fin peu glorieuse. Ses partisans comptaient sur une «intervention» du président de la République pour le maintenir à la tête du plus vieux parti mais Belkhadem n'a visiblement pas pu bénéficier de ce soutien. D'autres avant lui ont connu ce type de situations.

Le très médiatisé ministre de l'Energie, un des hommes-clés du président, a dû quitter les affaires après avoir longtemps résisté à plusieurs tempêtes. Bouteflika a dû, à son corps défendant, s'en séparer.

Régnant sans partage sur Sonatrach, il imposera avec la bénédiction du président la très controversée loi sur les hydrocarbures, initiera le projet estimé à près d'un milliard de dollars destiné à doter Oran d'infrastructures pour accueillir en

2010 le congrès LNG16 alors qu'une telle manifestation aurait pu se dérouler à Alger. Mais ce n'était pas tout : en 2012, le vent semblait tourner et les scandales dans lesquels il était impliqué ne pouvaient plus être étouffés.

L'affaire BRC, les malversations, les surfacturations et les pots-de-vein faisaient régulièrement les unes de la presse. Sa présence devenait embarrassante. Une seule option s'offrait alors au président : l'exclure du cercle. Abdelhamid Temmar aura connu quasiment le même parcours. Ayant carte blanche pour mener les réformes, il était un homme-clé dans le système mis en place par Bouteflika. En charge des réformes économiques, il mène une politique de terre brûlée, bradant les entreprises publiques, offrant des facilités aux pseudo-investisseurs étrangers et ne cachant pas son aversion pour le secteur public.

Au bout de quelques années, son bilan est si désastreux que c'est le président lui-même qui le remet en cause. Bouteflika faisait un aveu lourd de sens. Son «nous nous sommes trompés», affirmait le

président de la République, n'aura pas été sans conséquences. Abdelhamid Temmar s'est retrouvé deux ans durant à la tête d'un non-ministère. Bouteflika lui confiait le département de la statistique et de la prospective après avoir régné sans partage sur un ministère de souveraineté. Temmar finira par quitter le gouvernement à la faveur du dernier remaniement. Le chapitre Temmar était alors clos. Le tout-puissant Yazid Zerhouni connaîtra pratiquement le même sort. A la tête du ministère de l'Intérieur de 1999 à 2012, il sera l'œil et l'oreille du président : il réprimera les manifestations, interdira les rassemblements avant de tomber en disgrâce en 2010, date à laquelle il sera nommé vice-Premier ministre. Un cadeau que fera Bouteflika à son homme de confiance qu'il n'hésitera pas, deux années et quatre mois plus tard, à décharger de toute responsabilité.

En quittant le ministère de l'Intérieur, Zerhouni perdait son aura et se retrouvait à un poste sans aucune prérogative. Un poste «honorifique» qui lui assurait une sortie honorable même si personne ne se faisait d'illusion sur la portée de cette nomination qui s'apparentait à une voie de garage.

Dans ce lot d'hommes du président, Abdelatif Benachenhou aura également fait les frais d'un rapport



Photo : New Press

de force qui ne lui pas été favorable. En 2005, il remettait sa démission au chef de l'Etat suite à des désaccords fondamentaux sur la manière de gérer la politique financière du pays. Benachenhou proche de Bouteflika sera publiquement désavoué par ce dernier au sujet de la question de la dette.

Le président de la République en affirmant avoir pris la décision souveraine de payer l'ensemble de la dette extérieure de l'Algérie en dépit «d'une certaine doctrine financière», dévoilait au grand jour le

désaccord qui minait les rapports entre les deux hommes. Une seule option s'imposera alors à Benachenhou : la démission. Ça sera également le choix d'Ouyahia, un proche de Bouteflika qui cédera à la pression des redresseurs après avoir été déchargé de toute mission au sein du gouvernement.

Sans poste pour la première fois depuis des années, Ouyahia, lâché par ses soutiens, quittera lui aussi le cercle du président qui s'est visiblement vidé de sa substance.

N. I.